

Monsieur LABORIE André
N° 2 rue de la Forge
« Transfert courrier »
31650 Saint Orens
Mail : laboriandr@yahoo.fr
<http://www.lamafiajudiciaire.org>
Tél : 06-14-29-21-74
Tél : 06-50-51-75-39

Le 10 mars 2014

PS : « *Actuellement le courrier est transféré suite à la violation du domicile en date du 27 mars 2008 par Monsieur TEULE Laurent, domicile actuellement occupé par un tiers sans droit ni titre régulier soit Monsieur REVENU et Madame HACOUT* ».

Madame TAUBIRA Christiane.
Ministre de la justice
Service « droit immobilier »
Ministère de la justice
13 place Vendôme
75042 PARIS

Lettre recommandée avec A.R : N° 1 A 098 610 7884 5

Objet : Suite à deux saisines du ministre de l'intérieur « Monsieur VALLS Manuel ».

- Saisine du 17 octobre 2013 : « ci-joint courrier »
- Saisine du 16 novembre 2013 : « ci-joint courrier »

Madame le Ministre,

Je sollicite de votre très haute bienveillance d'une demande urgente à prendre en considération soit :

Ce jour il m'a été informé par un des services du ministère de l'intérieur que les deux saisines aux références ci-dessus ont été transmises au cabinet de Madame la Ministre de la justice.

Sur la saisine du 17 octobre 2013 :

- Le cabinet du ministère de la justice a été saisi le 12 novembre 2013 sous les références suivantes : N° 13035346-D.

Sur la saisine du 16 novembre 2013.

- Le cabinet du ministère de la justice a été saisi le 16 janvier 2014 sous les références suivantes : N° 14-000 833-D

Qu'au vu de mon appel de ce jour au ministère de la justice et suite aux informations du ministère de l'intérieur pour savoir du suivi de ces deux dossiers, *j'ai eu une très grande difficulté à être dirigé sur le service qui a été saisi.*

- *Qu'aucune trace n'a été trouvée à la direction des requêtes pénales.*
- *Qu'aucune trace n'a été trouvée à la direction des requêtes civile.*

J'ai été renvoyé au service immobilier qui m'a informé qu'aucune information ne pouvait être donnée par téléphone au particulier et la personne avec laquelle j'étais en ligne m'a carrément raccroché au nez, sans vérifier si mes deux dossiers étaient bien enregistrés en son service.

Raison pour laquelle je vous saisis ce jour par courrier pour avoir connaissance des suites à mes demandes urgentes.

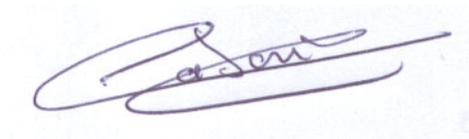
Vous informant de ma dernière saisine de la préfecture de la haute Garonne en ma demande d'expulsion du 1^{er} mars 2014 avec le concours de la force publique.

Que cette situation est à prendre d'urgence car nous sommes victimes depuis mars 2008 et toujours les propriétaires de notre immeuble situé au N° 2 rue de la forge 31650 Saint Orens.

Je reste dans l'attente de vous lire à la dite adresse.

Dans cette attente, je vous prie de croire Madame TAUBIRA Christiane, Ministre de la justice à mes sentiments dévoués.

Monsieur LABORIE André



Pièces :

- Plainte du 17 octobre 2013 contre X escroquerie, abus de confiance adressée à Monsieur VALLS Manuel Ministre de l'Intérieur.
- Requête en demande d'expulsion du 16 novembre 2013 adressée à Monsieur VALLS.
- Saisine de la préfecture de la HG le 1^{er} mars 2014